



Forces nucléaires : Covid-19, dissuasion et désarmement

La pandémie du Covid-19 et ses conséquences économiques et industrielles affectent la dissuasion nucléaire (via ses arsenaux et ses personnels), la maîtrise des armements nucléaires et la non-prolifération.

Ces thèmes ont fait l'objet d'une note et d'un « podcast » (diffusion par service audio) de la Fondation pour la recherche stratégique. La note, publiée le 11 mai 2020, a été rédigée par Marie-Alix Lanternier, assistante de recherche, et

Emmanuelle Maitre, chargée de recherche et intervenante dans le podcast, diffusé le 16 octobre 2020.

Effets de la pandémie. Les forces nucléaires des Etats détenteurs cherchent un équilibre entre le maintien de leurs capacités en matière de dissuasion et la protection de la santé des personnels qui la mettent en œuvre, indiquent Marie-Alix Lanternier et Emmanuelle Maitre. Pour certains, la pandémie offre une occasion de militer pour le désarmement, d'autres y voient une opportunité d'utiliser l'arme nucléaire en riposte à une éventuelle attaque biologique de la part d'un Etat. Aux *Etats-Unis*, Hans Kristenstein, membre du groupe de réflexion et d'information Federation of American Scientist (Fédération des scientifiques américains), écrit, le 29 avril 2020, qu'une seule base nucléaire a été épargnée par le Covid-19. Toutefois, celui-ci a contaminé les équipages de quatre porte-avions, dont le *Theodore-Roosevelt*, contraint de rentrer au port de l'île de Guam (océan Pacifique). Le commandement stratégique US Stratcom assure que le coronavirus n'a pas diminué la capacité de dissuasion, en raison de la culture et de l'entraînement des forces nucléaires stratégiques, programmées pour agir dans des circonstances difficiles. Dès le début de la pandémie, les personnels des forces nucléaires aériennes, navales et terrestres ont fait l'objet d'un dépistage et d'une protection prioritaires et ont bénéficié de mesures de prophylaxie. De son côté, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, souligne la nécessité de maintenir les capacités de défense et de dissuasion. Il estime que la pandémie a renforcé les menaces dans le domaine de la sécurité et que les adversaires de l'Alliance atlantique pourraient en tirer parti. En *Grande-Bretagne*, lors de la contamination du Premier ministre, Boris Johnson, par le Covid-19 en avril 2020, le commandement nucléaire et la responsabilité d'ordonner une frappe ont été délégués à des membres désignés du gouvernement. La Marine britannique, qui a déjà envisagé le risque d'une épidémie, souligne la nécessité de maintenir en service quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, et non pas trois, pour assurer la permanence à la mer, car deux se trouvent actuellement en entretien de longue durée. Seul Etat membre de l'Union européenne (UE) à disposer de forces nucléaires, la *France* a connu la contamination de plus de 1.000 marins du groupe aéronaval, qui a été rapatrié sur Toulon. Toutefois, cela n'a guère mis en péril la dissuasion. En effet, la force nucléaire du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, assurée par le missile ASMPA monté sur Rafale Marine, n'est pas activée en permanence. En *Russie*, seul l'équipage d'un sous-marin d'attaque a été placé en quarantaine, à la suite d'un contact indirect avec un cas confirmé de Covid-19. La

Chine, engagée dans une rhétorique agressive en riposte à sa gestion de l'origine de la pandémie, investit massivement dans la modernisation de ses moyens militaires et renforce son arsenal nucléaire. Sur le plan budgétaire, la crise sanitaire pourrait inciter les Etats membres de l'UE à réduire leurs dépenses militaires au profit d'un soutien économique et social à leurs populations. Une analyse du German Council on Foreign Relations (Conseil allemand pour les relations étrangères) estime que si les dirigeants européens réagissent en ce sens, comme lors de la crise financière de 2008, l'ambition d'une posture autonome de défense et de dissuasion risque de s'effondrer, accroissant la vulnérabilité de l'UE. La crise économique pourrait inciter davantage les Etats-Unis à envisager de se retirer de l'OTAN pour ne plus avoir à financer la défense de l'Europe. Cette étude estime que l'issue de la crise sanitaire et économique pourraient constituer une opportunité à saisir en matière de désarmement, en raison de la diminution possible des dépenses militaires dans la plupart des Etats. Elle envisage un scénario de négociations en ce sens entre les Etats-Unis et la Russie, affectés par la baisse du prix du pétrole. La Russie ne sera plus en mesure de poursuivre ses plans de modernisation de ses forces armées comme prévu. De leur côté, les Etats-Unis viennent à peine de commencer à moderniser leur arsenal nucléaire.

Désarmement nucléaire difficile. Le désarmement nucléaire implique un traité interdisant la possession d'arme atomique, car une seule ogive entraîne des conséquences stratégiques énormes, explique Emmanuelle Maitre. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé par 84 pays et ratifié par seulement 44, n'inclut pas de protocole de vérification de désarmement. Celui sur l'interdiction des essais, pas encore en vigueur, en prévoit. Les stations d'enregistrement sismiques, réparties dans le monde, détectent les explosions nucléaires. Le désarmement restera un vœu pieux s'il n'y a pas certitude de la destruction d'un arsenal nucléaire, estime Emmanuelle Maitre. Les dimensions réduites d'une bombe atomique actuelle facilitent sa dissimulation sur une vaste zone. Le protocole de vérification comprend des mesures très intrusives sur les objectifs des recherches en cours et le résultat dépend de la coopération de l'Etat inspecté. Certitude scientifique et confiance d'Etat à Etat se complètent. Ainsi, quand l'Afrique du Sud a décidé de détruire son arsenal nucléaire dans les années 1977-1980, Pretoria avait fait preuve d'une ouverture d'esprit suffisante pour convaincre l'Agence internationale de l'énergie atomique que ses engagements avaient été respectés. Personne, y compris les Etats-Unis, n'avait cru que l'Irak

possédait des armes nucléaires dans les années 1990, le démantèlement ayant déjà eu lieu. Quant à la Corée du Nord, il n'y a aucune certitude absolue sur les déclarations de Pyongyang sur les installations et les matières nécessaires à un arsenal nucléaire. Les travaux sur le désarmement nucléaire ont commencé au sein de laboratoires américains dans les années 1960, rappelle Emmanuelle Maitre. Il s'agissait d'évaluer la possibilité de négociations sur la maîtrise des armements avec l'URSS et donc d'autoriser des experts soviétiques à visiter des installations américaines. L'inspection doit en effet établir qu'une arme et ses matières (uranium ou plutonium) ont bien été démantelées. Il lui faut observer la signature radioactive de l'arme en cours de démantèlement et la comparer avec les différents composants destinés à être démantelés, pour déceler un éventuel détournement. Cela nécessite des mesures fiables. Or les données entrant dans la composition d'une arme nucléaire, trop « sensibles », dépassent le cadre d'une inspection par des inspecteurs étrangers ou d'une institution internationale. Le Partenariat international sur la vérification du désarmement nucléaire (plus de 20 Etats) étudie les procédures en vue d'un traité.

Loïc Salmon

Nucléaire : conséquences du Covid-19 sur le TNP

Armes nucléaires : l'interdiction des essais en question

Armes nucléaires : vérifier pour lutter contre la prolifération